

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 23/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KIMBERLY CLARK SAS

M le Directeur
ZAC de Villey St Etienne
54200 Villey-Saint-Étienne

Références : 2233_2023
Code AIOT : 0006200720

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2023 dans l'établissement KIMBERLY CLARK SAS implanté Route de Toul 54200 VILLEY-SAINT-ÉTIENNE. L'inspection a été annoncée le 28/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KIMBERLY CLARK SAS
- Route de Toul 54200 VILLEY-SAINT-ÉTIENNE
- Code AIOT : 0006200720
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Kimberly Clark exploite sur le territoire de la commune de Villey-Saint-Etienne une usine papetière régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral 2007-256 du 18 février 2010 modifié au titre de la législation sur les installations classées pour l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Incompatibilité produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57 et 61	Sans objet
2	Identification et localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
3	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59, partiellement	Sans objet
4	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Sans objet
5	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Mise en œuvre des préconisations des FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
7	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.I	Sans objet
8	Disponibilité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II – alinéa 5	Sans objet
9	Gestion des incompatibilités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II – alinéa 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas mis en évidence de non conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57 et 61
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation et accès
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès aux installations, les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre.</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident.</p>
<p>Constats : L'accueil du chauffeur se fait au niveau du poste de garde qui prend contact avec un équipier de l'établissement. Celui-ci est présent lors du dépotage. Sur les aires de dépotage, le mode opératoire est affiché et notamment un « qui fait quoi » entre le chauffeur et l'équipier. Les accès au dépotage sont fermés par cadenas. L'équipier dispose d'une jauge en temps réel pour s'assurer qu'il n'y ait pas de débordement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Identification et localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Identification et localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées (...). Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : L'exploitant a présenté une cartographie des risques liés aux produits chimiques. L'affichage des risques inhérents à chaque produit est systématiquement mis en place à proximité immédiate ou sur les contenants, ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59, partiellement
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : (...) <ul style="list-style-type: none">- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none">- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
Constats : L'exploitant a présenté le mode opératoire "gestion des fuites et déversement des produits chimiques". L'inspection a pu constater l'affichage des incompatibilités et précautions à prendre par produit. L'exploitant a présenté le résultat d'audits terrains réalisés en interne à fréquence hebdomadaire et, qui visent à s'assurer du respect des modes opératoires mis en place, notamment pour ce qui concerne les produits chimiques : affichage des fiches de produits au point de dépotage, rétention vide. L'exploitant a également présenté le dernier rapport annuel de vérifications périodiques de VERITAS concernant les cuves et rétentions de produits corrosifs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. (...)
Constats : Le personnel qui opère lors du dépotage dispose d'une formation. L'exploitant a été en mesure de lui montrer l'outil de suivi des agents formés. Par ailleurs, l'exploitant contractualise avec les fournisseurs de produits chimiques sous forme d'un protocole qui définit notamment le mode opératoire lors du chargement/déchargement des produits chimiques..
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Tout nouveau produit entrant sur le site fait l'objet d'une fiche de référencement à l'arrivée, disponible via le réseau en gestion documentaire. Chaque fiche est également affichée sur le lieu du stockage du produit. L'inspection a demandé à voir deux fiches de données sécurité (hypochlorite de sodium et agent de résistance à l'état humide) ; l'exploitant lui a montré les deux fiches. L'exploitant a été en mesure de présenter l'état des stocks, mis à jour de manière hebdomadaire. L'exploitant dispose en outre d'un suivi en temps réel par jauge, pour l'hypochlorite de sodium et l'agent de résistance à l'état humide.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mise en œuvre des préconisations des FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : L'exploitant met à disposition les fiches de produits chimiques, condensées des FDS, qui sont affichées sur les lieux de stockage. Ces fiches reprennent notamment les EPI nécessaires pour toute manipulation, des affichages sont également présents sur site pour rappeler les incompatibilités des produits.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.I
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles – rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Les stockages se font tous sur rétention. L'inspection a procédé par sondage et a constaté la présence d'une rétention dimensionnée à 35 m ³ pour une cuve de 25m ³ d'hypochlorite de sodium.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Disponibilité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II – alinéa 5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles – rétentions
Prescription contrôlée : L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.
Constats : La visite sur site n'appelle pas d'observations sur l'état des rétentions. Aucune rétention ne se situe en extérieur. En cas de nécessité de vidange d'une rétention, un employé habilité pompe le produit vers un container spécifique compatible. Celui-ci est identifié avec le nom du produit, stocké dans une zone de stockage dédiée aux déchets de produits chimiques avant enlèvement par une société spécialisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Gestion des incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II – alinéa 7
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles – rétentions
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : L'affichage du tableau des incompatibilités des produits chimiques est fait sur les bacs ou sur les murs à proximité immédiate des stocks. L'exploitant a également mis en place un code couleur sur les fiches de produits : bleu pour les acides et rouge pour les bases.
Type de suites proposées : Sans suite